

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-
Atlantiques
Cité Galliane
9 avenue Antoine Dufau
40000 Mont-de-marsan

Mont-de-marsan, le 26/08/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/08/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GASCOGNE BOIS SAS

route de Cap de Pin
40210 Escource

Références : -

Code AIOT : 0005201503

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/08/2025 dans l'établissement GASCOGNE BOIS SAS implanté route de Dax 40260 Castets. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le contrôle a été réalisé dans le cadre de l'action locale sur les obligations légales de débroussaillage (règlement interdépartemental de protection de la forêt contre les incendies du 07 juillet 2023). Le jour de l'inspection, le niveau de vigilance feu de forêt fixé par la préfecture des Landes était élevé (niveau orange).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GASCOGNE BOIS SAS

- route de Dax 40260 Castets
- Code AIOT : 0005201503
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site exploité par la société GASCOGNE BOIS à Castets fabriquait et commercialisait des parquets, lambris décoratifs, palettes, moulures et tasseaux exclusivement en pin maritime. Cette activité a cessé mais le site est toujours utilisé pour le stockage de bobines de papier provenant de GASCOGNE PAPIER.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

-

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Obligations légales de débroussaillage et maintien en état débroussaillé	Autre du 07/07/2023, article 8	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Modalités de débroussaillage	Autre du 07/07/2023, article 9	Sans objet
3	Modalités du débroussaillage spécifiques aux infrastructures linéaires	Autre du 07/07/2023, article 10	Sans objet
4	Débroussaillage autour d'installations particulières	Autre du 07/07/2023, article 11	Sans objet
5	Responsables du débroussaillage	Autre du 07/07/2023, article 12	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit transmettre un porter à connaissance pour officialiser l'activité exercée sur le site et confirmer le respect des dispositions du règlement du 07/07/2023.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Obligations légales de débroussaillage et maintien en état débroussaillé

Référence réglementaire : Autre du 07/07/2023, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Obligations légales de débroussaillage et maintien en état débroussaillé
Prescription contrôlée : Au sein des espaces exposés sous réserve des dispositions prévues par arrêté préfectoral en application du Code forestier (article L. 133-1), le débroussaillage et le maintien en état débroussaillé sont obligatoires en application des articles L. 134-6, L. 134-10 à 12 du Code forestier : a) autour des constructions, chantiers et installations de toute nature : sur une profondeur de 50 m (pouvant être porté jusqu'à 100 mètres par arrêté municipal) ainsi qu'aux voies privées y donnant accès sur une profondeur de 10 mètres de part et d'autre de la voie. Lorsque la végétation est présente à l'intérieur même des installations concernées, celle-ci doit être débroussaillée. Les aires de stationnement aménagées, sites de loisirs aménagés, plans plage, terrains servant à la production ou au stockage d'énergies renouvelables (photovoltaïque, agri-voltaïque, éolien...) sont notamment concernés par cette disposition. b) sur les terrains en zone urbaine : terrains situés dans les zones délimitées et spécifiquement définies comme devant être débroussaillées et maintenues en état débroussaillé en vue de la protection des constructions par un plan de prévention des risques naturels prévisibles établi en application des articles L. 562-1 à L. 562-7 du code de l'environnement ; terrains, bâtis ou non bâtis, situés dans les zones urbaines délimitées par un plan local d'urbanisme communal ou intercommunal rendu public ou approuvé ou un document d'urbanisme en tenant lieu ainsi que dans les zones urbaines des communes non dotées d'un plan local d'urbanisme ou d'un document d'urbanisme en tenant lieu; terrains servant d'assiette à l'une des opérations régies par les articles L. 311-1, L. 322-2 et L. 442-1 du code de l'urbanisme. c) sur les terrains de camping, parcs résidentiels de loisir et aires d'accueil des gens du voyage mentionnés aux articles L. 443-1 à 4 et L. 444-1 du code de l'urbanisme : Autour de ces installations, sur une largeur de 50 mètres (pouvant être portée jusqu'à 100 mètres par arrêté municipal) à partir de la limite de chaque terrain ou des emplacements individuels selon les cas et sur la totalité des emprises de ces installations. Les accès aux installations sont soumis à l'obligation sur une profondeur de 10 mètres de part et d'autre de la voie . d) le long des infrastructures linéaires conformément à l'article 10 du présent règlement : infrastructures routières et voies ferrées lignes et installations de transport d'électricité
Constats :

Pour information, la vigilance feu de forêt dans le département des Landes est passée :
au niveau rouge du 14/08/2025 au 18/08/2025 (vigilance très élevée) ;
au niveau orange depuis le 19/08/2025 (vigilance élevée).

L'inspection s'est présentée au niveau du magasin de vente mitoyen à l'installation classée (magasin GASCOGNE BOIS - Le Comptoir). La personne présente a indiqué qu'aucun personnel habilité n'était présent le jour du contrôle (contrôle inopinée) pour participer à une inspection du site.

Pour rappel, le site n'est normalement plus en activité. La procédure de cessation d'activité avait été entamée par l'exploitant et une inspection avait été réalisée le 12/04/2022 sur la thématique de la mise en sécurité. Cependant, cette procédure a été stoppée et le site est actuellement toujours utilisé pour stocker les bobines de papier provenant de Gascogne Papier (confirmé par le personnel de GASCOGNE BOIS Lévisnacq et par le personnel en charge du magasin GASCOGNE BOIS - Le Comptoir).

Depuis l'extérieur du site et au niveau de la partie Sud du site, l'inspection a pu constater que l'ensemble des espaces verts visibles n'ont pas été entretenus depuis plusieurs années. Le site semble être laissé à l'abandon. La périphérie des bâtiments susceptibles de stocker des bobines de papier n'a pas pu être examinée depuis l'extérieur du site (bâtiments trop distants de l'entrée Sud du site et visibilité masquée par la végétation).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous 3 mois, l'exploitant doit, sous forme de porter à connaissance, préciser à l'inspection l'activité exercée sur site actuellement avec tous les éléments d'appréciation (respect de la réglementation applicable), localiser sur plan les bâtiments utilisés et confirmer que la distance réglementaire des 50 mètres définie par le règlement du 07/07/2023 autour de ceux-ci est respectée.

Des justificatifs de débroussaillage seront transmis à l'inspection le cas échéant.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Modalités de débroussaillage

Référence réglementaire : Autre du 07/07/2023, article 9

Thème(s) : Risques accidentels, Modalités de débroussaillage

Prescription contrôlée :

Le débroussaillage inclut la réalisation et l'entretien des opérations suivantes :

- a) Le maintien, notamment par les moyens de taille et l'élagage, des premiers feuillages, des arbres à une distance minimale de 3 mètres de tout point des constructions et de leurs toitures et installations.
- b) L'élagage des arbres afin que l'extrémité des plus basses branches se trouvent à une hauteur minimale de 2,5 mètres du sol dans la limite d'un tiers de la hauteur maximale.
- c) La suppression des arbustes en sous-étage des arbres maintenus, à l'exception des essences feuillues ou résineuses maintenues en nombre limité lorsqu'elles sont nécessaires pour assurer le

<p>renouvellement du peuplement forestier.</p> <p>d) La coupe de la végétation herbacée et ligneuse basse.</p> <p>e) Le débroussaillage et le maintien en état débroussaillé des voies d'accès aux constructions, chantiers et installations de toute nature sur une profondeur de 10 mètres de part et d'autre de l'emprise de la voie. De plus, un gabarit de circulation de 4 mètres doit être aménagé en supprimant toute végétation sur une hauteur de 4 mètres et une largeur de 2 mètres de part et d'autre de l'axe central de la voie.</p> <p>f) L'élimination de tous les végétaux et débris de végétaux morts, ainsi que l'ensemble des rémanents de coupe et de débroussaillage. Cette élimination peut notamment être effectuée par broyage, apport en déchetterie ou brûlage (dans le respect de la réglementation encadrant l'emploi du feu).</p> <p>Le maintien en état débroussaillé doit être assuré de manière permanente.</p> <p>L'emploi d'outils de débroussaillage ou de désherbage thermiques type chalumeau est interdit en période de vigilances moyenne (jaune 2/5), élevée (orange 3/5), très élevée (rouge 4/5) ou exceptionnelle (noire 5/5).</p> <p>L'emploi d'outils de débroussaillage mécanique est réglementé au même titre que l'emploi des moteurs thermiques, électriques et sources d'ignition tel que prévu à l'article 31 du présent règlement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Cette prescription n'a pas pu être vérifiée le jour du contrôle.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Modalités du débroussaillage spécifiques aux infrastructures linéaires

<p>Référence réglementaire : Autre du 07/07/2023, article 10</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Modalités du débroussaillage spécifiques aux infrastructures linéaires</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>a) Infrastructures routières et voies ferrées :</p> <p>1- Abords des voies ouvertes à la circulation publique : le débroussaillage doit être réalisé sur toute l'assiette routière, les aires de repos ou de stationnement et leurs dépendances bâties ainsi que sur une largeur supplémentaire de 4 mètres de part et d'autre de cette assiette.</p> <p>Sur certains tronçons présentant un caractère stratégique, notamment pour l'accès des services de secours et l'évacuation des personnes, ou des risques spécifiques, notamment liés à leur fréquentation ou à la fréquence des feux de forêts qui les frappent, cette largeur supplémentaire peut être portée jusqu'à 20 mètres à partir de la plate-forme. Les tronçons concernés et les profondeurs afférentes requises sont définis par arrêté préfectoral.</p> <p>2- Abords des voies ferrées : le débroussaillage est réalisé sur une largeur de 7 mètres de part et d'autre du bord extérieur de la voie.</p> <p>Sur certains tronçons présentant des risques spécifiques, notamment liés à leur fréquentation ou à la fréquence des feux de forêts qui les frappent, cette largeur peut être portée jusqu'à 20 mètres à partir du bord extérieur de la voie. Les tronçons concernés et les profondeurs afférentes requises sont définis par arrêté préfectoral.</p> <p>b) Lignes et installations de transport d'électricité</p> <p>L'arrêté ministériel du 17 mai 2001 fixe les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique.</p>

<p>L'ensemble de l'emprise déboisée des lignes électriques doit être maintenue de manière permanente en état débroussaillé par le transporteur ou le distributeur d'énergie électrique. Les travaux incluent une évacuation des rémanents ou un broyage .</p> <p>Ce débroussaillage est accompagné de l'élagage ou de la suppression de la végétation située à moins de 5 mètres du fil dans toutes les directions.</p> <p>Ces travaux sont réalisés conformément, outre aux modalités définies dans le présent règlement, aux modalités définies dans les conventions ou chartes signées entre les transporteurs ou les distributeurs d'énergie électrique d'une part et les ASA de DFCI d'autre part.</p>
<p>Constats :</p> <p>Depuis l'extérieur, il n'a pas été observé de voie de chemin de fer ou de ligne de transport électrique traversant le site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Débroussaillage autour d'installations particulières

<p>Référence réglementaire : Autre du 07/07/2023, article 11</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Débroussaillage autour d'installations particulières</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le débroussaillage autour d'installations particulières répond à l'obligation mentionnée à l'article 8a et aux dispositions suivantes :</p> <p>Bâtiments industriels et installations classées pour la protection de l'environnement</p> <p>Tout nouveau bâtiment industriel est interdit à moins de 20 mètres de tout peuplement de résineux. Cette distance est portée à 30 mètres pour toute nouvelle installation classée pour la protection de l'environnement, dont les activités ou le stockage de produits constituent un risque particulier d'incendie ou d'explosion.</p> <p>Dépôts d'ordures ménagères</p> <p>L'implantation d'un dépôt d'ordures ménagères est subordonnée, outre le respect des dispositions applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement, à la réalisation d'une bande périphérique débroussaillée et maintenue en l'état débroussaillé d'une largeur de 50 mètres dont 5 mètres en sable blanc depuis la limite des installations.</p> <p>Stockage de produits susceptibles de générer ou d'aggraver un incendie ou une explosion</p> <p>L'implantation de nouveaux stockages de produits susceptibles de générer ou d'aggraver un incendie ou une explosion tels que les cuves d'ammoniac, de gaz et de fioul, ou des artifices de divertissement est interdite à moins de 20 mètres des peuplements résineux.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Installations apicoles <p>Elles répondent aux obligations suivantes : l'emplacement du rucher et une bande périphérique de 10 mètres doivent être maintenus dans un état débroussaillé.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site devait faire l'objet d'une cessation d'activité mais est actuellement utilisé pour stocker les bobines de papier provenant de GASCOGNE PAPIER. Il n'y a pas de projet de construction de nouveaux bâtiments.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Responsables du débroussaillage

Référence réglementaire : Autre du 07/07/2023, article 12
Thème(s) : Risques accidentels, Responsables du débroussaillage
Prescription contrôlée : Les travaux sont à la charge du propriétaire des constructions, chantiers, travaux et installations et de ses ayants droit dans les cas mentionnés à l'article 8 a), et du propriétaire des terrains concernés et de ses ayants droit dans les cas mentionnés à l'article 8 b) et c). Les travaux mentionnés à l'article 8 d) sont à la charge du propriétaire ou du gestionnaire des constructions, chantiers ou installations de toute nature pour la protection desquels les travaux de débroussaillage sont définis aux articles L. 134-10 à 12 et L. 131-16 du code forestier. En cas de superposition d'obligations de débroussaillage sur une même parcelle, la mise en œuvre de l'obligation incombe : dans le cas où le propriétaire est lui-même soumis à cette obligation, à ce dernier ; dans le cas contraire, au propriétaire de la construction, du chantier ou de l'installation de toute nature la plus proche d'une limite de cette parcelle. Les propriétaires ou occupants du ou des fonds voisins, non tenus au débroussaillage, ne peuvent s'opposer à leur réalisation par ceux qui en ont la charge. En cas de refus d'accès à leur propriété lorsque cet accès est nécessaire pour réaliser les travaux débroussaillage, ceux-ci sont mis à leur charge. Toute opposition constitue un trouble anormal de voisinage
Constats : Le site est situé en zone urbaine mais comporte de larges espaces verts où la végétation n'a pas été entretenue depuis plusieurs années. La responsabilité de débroussaillage incombe à GASCOGNE BOIS.
Type de suites proposées : Sans suite